

16 Provinces

Ngounié/Département de la Louétsi-Wano/Lébamba/Enseignement catholique

Le collège Saint-Félicien de Dibwangui transféré à Lébamba



Les nouveaux locaux du collège Saint-Félicien de Dibwangui transféré à Lébamba



La paroisse de la mission catholique Notre Dame de Lourdes de Dibwangui.

IMM

Lébamba/Gabon

Le vieillissement des bâtiments, la baisse des effectifs, les mauvaises conditions de travail et d'apprentissage des enseignants et des élèves, y compris l'enclavement de l'ancienne mission catholique, sont à l'origine de la délocalisation de l'établis-

sement.

LE collège privé catholique Saint-Félicien de Dibwangui, dans le troisième canton du département de la Boumi-Louétsi (Mbigou) est, depuis cette année scolaire, transféré à Lébamba. Les responsables de l'enseignement expliquent que cette délocalisation n'est pas fortuite. Elle est plutôt technique et stratégique,

dans la mesure où plusieurs raisons y ont milité, notamment le vieillissement des bâtiments sous le poids de leur âge, la baisse considérable des effectifs scolaires, les mauvaises conditions de travail et d'apprentissage des enseignants et des élèves, y compris l'enclavement de la localité. En effet, l'établissement secondaire devait son fonctionnement à l'église

dont il est sous tutelle. Mais depuis la déchéance de celle-ci, causée par le départ des missionnaires catholiques de Notre Dame de Lourdes de Dibwangui, le collège créé en 1972, était menacé de fermeture. A chaque année scolaire, il était confronté aux difficultés liées aux refus d'affectation des professeurs et de carence de la population scolaire. Ainsi, il fallait, pour sauver

les meubles, penser à le délocaliser vers la commune de Lébamba, à 25 km de là. Avec ce transfert, les effectifs à l'ouverture de l'ancien et nouveau collège catholique ont doublé, voire triplé. Ils sont passés de 48 à 120 élèves, de la sixième en troisième. De quoi satisfaire le principal de l'établissement, Anselme Matséghé et ses collaborateurs.

« Les responsables catholiques ont pris la bonne décision. Sinon, la structure scolaire était appelée à mourir. Espérons qu'ils vont poursuivre avec la construction d'autres bâtiments pour mieux structurer cet établissement, désormais en compétition avec les quatre premiers du département » de la Louétsi-Wano, peut-on entendre en écoutant certains riverains.

Ogooué-Ivindo/Département de l'Ivindo/Makokou/Face à l'entrepreneuriat et à l'auto emploi

Ce chômage qui n'affecte que les Gabonais

Innocent M'BADOUMA

Makokou/Gabon

QUAND on parle d'emploi et de chômage à Makokou, le contraste est plutôt frappant. Tous les expatriés travaillent, alors que la majorité des nationaux est au chômage. En effet, la plupart des petites entreprises installées dans la ville sont aux mains des expatriés, dans de nombreux secteurs : réparateurs de roues, blanchisseurs, maraîchers, éleveurs, préparatrices de gâteaux, restaurateurs, menuisiers, briquetiers... sont des ressortissants camerounais ou ouest-africains.

Non pas qu'une loi écrite empêche expressément les nationaux d'exercer ces métiers, mais l'état d'esprit, la mentalité et le phénomène de dépendance des populations vis-à-vis des hommes politiques ont amené ces Oginis à abandonner de nombreux pans des activités économiques du cheflieu de province aux mains des non-Gabonais. Certes, on retrouve quelques nationaux dans la vente d'alcool sous forme de doses et, dans une moindre mesure, dans la production des



La plupart des petits métiers sont aux mains des expatriés, à Makokou.

denrées alimentaires. Mais là encore, c'est une population vieillissante qui cultive la terre. Le ratio de ceux qui osent reste faible, au regard du potentiel en

terme de force de production dont regorge la ville de Makokou. Du quartier Ekowong à Epassendjé, en passant par le Quartier central, Mbolo, Zoatab,

c'est tout le rapport des populations avec le travail qu'il faut repenser.

« En réalité, il n'y a pas de chômage, sinon tous les étrangers n'auraient pas

d'emplois et ne gagneraient pas de l'argent. Les gens refusent simplement de travailler à cause de leur état d'esprit. L'élite devrait plutôt former les popula-

tions à se prendre en charge, au lieu de continuer à inscrire dans leur cerveau que leur vie ou survie dépend des dons, de l'onction pacifique d'un gourou ou d'une appartenance à une quelconque organisation politique ou religieuse. Regardez le nombre de personnes qui ont recours aux tradipraticiens, même pour des questions simples », explique un natif du quartier Bordeaux, très en colère de voir « les jeunes filles se prostituer pour un billet de 500, 1000 ou 2000 francs, au gré des délégations qui viennent et partent. »

Heureusement que les lignes commencent à bouger. Avec l'arrivée du projet Graine, bien que d'un âge mûr, des autochtones se sont lancés dans la production agricole. On note aussi une timide émulation, non encore structurée, au niveau du petit commerce alimentaire. Mais le défi de l'auto-emploi reste à relever.

« Nous n'avons pas accès aux petits crédits comme les Camerounais. Et, il faut le reconnaître, les étrangers sont plus organisés que nous », précise Pulchérie, une vendeuse de paquets de poissons épicés à l'oseille, au marché de Mbolo.